

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-grande-strategie-du-chantage-a-la-dette>

La grande stratégie du chantage à la dette

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : jeudi 28 juillet 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Relative à la réduction de la dette usaméricaine, la querelle qui oppose le président Barack Obama et la majorité républicaine au Congrès dissimule l'essentiel : cédant au chantage de ses adversaires, M. Obama a concédé d'emblée que plus des trois quarts de l'effort budgétaire des dix prochaines années, soit 3 000 milliards de dollars, proviendraient de coupes dans les budgets sociaux. La droite américaine aurait pu se satisfaire de ce triomphe, mais elle veut toujours plus. Y compris quand son intransigeance risque d'entamer sa popularité.

En décembre 2010, cédant une première fois à sa pression, le président des Etats-Unis avait prolongé de deux ans les baisses d'impôts très inégalitaires décidées par son prédécesseur George W. Bush. Quatre mois plus tard, parlant cette fois comme Ronald Reagan, M. Obama s'est réjoui de « la réduction annuelle des dépenses la plus importante de notre histoire ». Il a ensuite enchaîné les cycles de négociations avec les parlementaires républicains, annonçant : « Je suis prêt à me faire taper sur les doigts par mon parti pour arriver à un résultat. » Résultat : de nouveaux reculs de la Maison Blanche...

La droite s'oppose à toute réduction de l'endettement qui passerait par un relèvement des impôts. Ce préalable pourrait sembler farfelu dans un pays où l'avalanche des privilèges fiscaux déversés sur les plus riches fait que le niveau global des prélèvements n'a jamais été aussi bas depuis cinquante ans. Mais, au-delà d'un entêtement à ne cibler que les dépenses, les républicains veulent en réalité « affamer la bête » à€” c'est-à-dire, pour reprendre l'expression d'un de leurs stratèges, « réduire la taille de l'Etat de façon à ce qu'on puisse ensuite le noyer dans une baignoire ».

Or comment s'explique l'envol récent de la dette publique américaine ? D'abord par la crise économique, que la déréglementation financière des dernières décennies a largement provoquée. Ensuite, par la reconduction régulière des baisses d'impôts provisoires votées en 2001 (2 000 milliards de dollars de manque à gagner). Enfin, par les guerres de l'après-11-Septembre en Afghanistan et en Irak (1 300 milliards de dollars). Le parti de Reagan et de M. Bush prétend néanmoins résoudre le problème de l'endettement en protégeant à la fois les plus riches, qu'il appelle les « créateurs d'emplois », et le budget du Pentagone, qui a augmenté (en termes réels) de 67 % en dix ans.

Le 5 avril dernier, M. Paul Ryan, président de la commission budgétaire de la Chambre des représentants, a d'ailleurs détaillé les projets des républicains pour les décennies à venir. Son plan prévoit que les dépenses publiques, actuellement égales à 24 % du produit intérieur brut (PIB), n'atteindront plus que 14,75 % du PIB en 2050, le taux d'imposition maximal passant de 35 % à 25 % (niveau le plus bas depuis 1931). Toutes les niches fiscales des privilégiés seraient préservées, mais les remboursements de santé destinés aux personnes âgées et aux pauvres seraient gelés.

Si M. Obama continue à esquiver ce combat-là, les missions sociales de l'Etat usaméricain risquent bien de ressembler sous peu au cadavre dans la baignoire.

Serge Halimi. Titre d'origine : Chantage à Washington

[Le Monde Diplomatique](#). Paris, août 2011.